

ANNEXE 1 - FONDS DE SOLIDARITE TERRITORIALE, UN DISPOSITIF DE SOUTIEN DES COLLECTIVITES LES PLUS FRAGILES – TABLEAU RECAPITULATIF 2022

Axe	Type de travaux	Maitre d'ouvrage	Nature des opérations éligibles	Taux de subvention	Plafond de subvention	Délai de carence
SOLIDARITES TERRITORIALES	Salles communales à usage d'animation	Communes de moins de 2 000 hab. à modulation positive	Salle polyvalente ou multifonction (hors salle de sport), ouverte ou fermée, salle des fêtes, salle pour les associations, presbytère. Cette liste de nature de bâtiments est donnée à titre exhaustif. Les bâtiments ne doivent pas faire l'objet d'un loyer commercial.	20%, 25% ou 30% modulé selon la tranche de population communale ¹	150 000 € Assiette subventionnable : RT 2012 ² : 1 000€/m ² RT 2012 ² + 20% : 1 250€/m ²	Un délai de 4 ans après la date du vote de la subvention est demandé pour l'attribution d'une nouvelle aide sur le même bâtiment
	Eglises et chapelles	Communes de moins de 5 000 hab. à modulation positive ou négative	- Patrimoine immobilier des églises et chapelles : étude sanitaire préalable à la restauration, travaux de couverture, charpente, maçonnerie, vitraux, peintures murales, aménagements intérieurs ; - Patrimoine mobilier des églises et chapelles protégé ou non protégé (antiquités et objets d'art tels que retables, autels, autre mobilier, statues, tableaux, orfèvrerie, cloches, bannières et textiles, etc.) : étude préalable, restauration, mise en valeur, sécurisation ; - Orgues non protégées : restauration.	20%, 25% ou 30% modulé si modulation positive selon la tranche de population communale ¹	100 000 €	aucun
	Etude préalable	Communes : → de moins de 2 000 hab. à mod. positive ou négative → de 2 000 à 10 000 hab à mod. positive	- Etude globale relative au développement et à l'aménagement d'une commune, d'un secteur ou d'un projet d'une commune en partenariat avec les services développement local des agences départementales et sur la base du cahier des charges départemental ; - Etudes ponctuelles faisant appel à des experts externes ; - Etudes sur l'opportunité de réalisation d'une Zone d'Aménagement Concertée, d'un lotissement ou d'un bâtiment. Le Département intervient en subsidiarité des collectivités compétentes	50 % non modulé	15 000 € pour les études globales 4 000 € pour les études d'expertise	aucun
	Travaux (liés à une étude globale)	Communes - de 2 000 hab. à mod.positive	Travaux liés à une étude globale de moins de 10 ans menée en partenariat avec les services développement local des agences départementales. (hors voirie pure et équipements de sécurité routière, réseaux et autres dépenses financées au titre des Amendes de police)	20%, 25% ou 30% modulé selon la tranche de population communale ¹	50 000 € 75 000 € pour les communes au taux de modulation supérieur à 50%	Un délai de 4 ans maximum après la date du vote de la subvention travaux est accordé pour la mobilisation du plafond
	Assainissement	Communes - de 2 000 hab. à mod.positive jusqu'à prise de compétence EPCI	Premier équipement d'assainissement collectif.	10 % modulé	150 000 €	aucun
			Pour les communes éligibles : les équipements d'assainissement collectif (hors premier équipement) de type station d'épuration comprenant également les extensions des ouvrages d'épuration. Les réseaux de collecte et les réseaux de transfert ne sont pas éligibles.	10 % non modulé	100 000 €	aucun
SOLIDARITES HUMAINES	Equipements Enfance-Jeunesse	Communes de moins de 2 000 hab. à modulation positive	- Accueil Loisirs sans Hébergement ; - Bâtiments destinés à l'accueil de jeunes enfants : crèches, halte-garderie, garderie périscolaire, multi-accueil et espace-jeux ; - Terrains multisports à usage de sport-loisirs de plein air ; - Maison des jeunes.	20%, 25% ou 30% modulé	150 000 € Assiette subventionnable : RT 2012 ² : 1 000€/m ² RT 2012 ² + 20% : 1 250€/m ²	Un délai de 4 ans la date du vote de la subvention est demandé pour l'attribution d'une nouvelle aide sur le même bâtiment
	Equipements Vie Sociale		- Centres sociaux communaux ; - Permanences sociales départementales (aménagement de locaux) ; - Bibliothèques : construction ou rénovation de bibliothèques de niveau 1, 2 et 3 et de points-lecture dans le cadre d'un réseau intercommunal de bibliothèques (conformément au Schéma Départemental de Lecture Publique) et acquisition de mobilier lié à l'usage.	selon la tranche de population communale ¹		

¹ 30% pour les communes de moins de 500 habitants, 25% pour les communes de 500 à 1 000 habitants, 20% pour les communes de plus de 1 000 habitants.

² les équipements non concernés par la RT 2012 sont éligibles à l'assiette subventionnable bonifiée si le maitre d'ouvrage justifie par une étude thermique des efforts envisagés en faveur de la performance énergétique.

³ les communes de moins de 2 000 habitants à modulation négative et les communes de 2 000 à 10 000 habitants à modulation positive peuvent uniquement déposer une demande au titre des études globales

ANNEXE 2 - Fiches techniques

Le Fonds de solidarité territoriale, créé en 2010, concrétise la volonté du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine de soutenir les collectivités de proximité les plus fragiles, dans un esprit de solidarité territoriale et financière.

A- Bénéficiaires

- les communes de moins de 2 000 habitants avec un taux de modulation positif ;
- les communes de moins de 2 000 habitants ayant un taux de modulation positif, dont la progression démographique (population DGF) 2005-2012 est inférieure à la moyenne départementale, sont spécifiquement éligibles pour les équipements d'assainissement (hors premier équipement) ;
- les communes qui étaient éligibles au dispositif en 2021 ne le seront plus à compter du 01/07/2022, soit du fait du dépassement du seuil de 2 000 habitants, soit du fait du passage d'un taux de modulation positif en 2021 à un taux de modulation négatif en 2022 ;
- les communes de moins de 5 000 habitants dont l'église n'est pas monument historique protégé (classé ou inscrit) peuvent déposer des demandes de subvention au titre de l'enveloppe églises; les dossiers seront instruits par ordre d'impérieuse nécessité, notamment au regard des conditions de sécurité pour le public des édifices. Une convention précisant les modalités d'ouverture de l'édifice au public sera demandée aux communes bénéficiaires ;
- l'ensemble des communes de moins de 2 000 habitants ainsi que les communes de 2 000 à 10 000 habitants à modulation positive peuvent déposer un dossier au titre des études préalables (études globales uniquement) ;
- à titre exceptionnel et par souci de cohérence avec le fonds d'urgence départemental 2021-2022, les communes nouvelles ont la possibilité de déposer en 2022 un unique dossier d'investissement. Mesure applicable pour les communes nouvelles créées à compter du 01/01/2017.

Une collectivité ne peut élargir au Fonds qu'une seule fois dans l'année pour ce qui relève de projets d'investissement. Il est permis de déposer la même année un dossier investissement et un dossier études préalables.

B- Nature de travaux

Le Fonds de solidarité territoriale est mobilisable dans le cadre d'une liste exhaustive d'opérations :

Solidarités territoriales :

- Salles communales à usage d'animation : polyvalente ou multifonction (hors salle de sport), fermée ou ouverte (de type halle ou préau ; hors équipement scolaire ou à vocation économique), salle des fêtes, salle pour les associations, presbytère.
- Patrimoine mobilier et immobilier des églises et chapelles ;
- Etude préalable et travaux liés à une étude globale ;
- Premier équipement d'assainissement collectif ;
- Les équipements d'assainissement collectif (hors premier équipement).

Solidarités humaines :

- Accueil de Loisirs sans Hébergement ;
- Bâtiments destinés à l'accueil de jeunes enfants : crèches, halte-garderie, garderie périscolaire, multi-accueil et espace-jeux.
- Terrain multisports répondant à un usage de sport-loisirs de plein air.
- Maison des jeunes ;
- Centres sociaux communaux et intercommunaux ;
- Permanences sociales (aménagement de locaux);
- Bibliothèques et médiathèques.

Sont exclus les travaux d'entretien courant, les travaux en régie (y compris les matériaux), les travaux sur les bâtiments communaux soumis à loyer ou affectés à usage privatif, l'acquisition de terrain, de matériel, de mobilier, les équipements de sécurité routière, les assurances dommages ouvrages, les frais d'impression de dossiers.

C- Equipements hors champ d'application de la RT2012

Certains usages de bâtiment ne sont pas soumis à la réglementation thermique 2012 en raison des spécificités liées à leurs usages (Hygrométrie, apports internes, grande variabilité de l'occupation,...) qui ne permettent pas de définir un scénario conventionnel. Toutefois, ces bâtiments peuvent mettre en œuvre des stratégies pour prendre en compte les enjeux de réductions des consommations d'énergie et leur conception nécessite d'en tenir compte.

Ce sont les:

- Lieux de culte
- Salles de spectacle : théâtre, cinéma, opéra, auditorium
- Musées, salles d'exposition
- Piscines, patinoires, saunas, hammams (dont vestiaires)
- Etablissements pénitentiaires
- Salles polyvalentes, salles des fêtes
- Salles de conférences
- Médiathèques et bibliothèques municipales

Source : *Règlementation Thermique des Bâtiments Neufs, Fiche d'application, ADEME/CSTB/METL/MEDDE, 2013*

D- Modalités financières

- L'autofinancement des bénéficiaires doit représenter 20 % minimum du projet.
- Le financement FST minimum est de 3 000 €, excepté pour les études de faisabilité pour lesquelles il est de 1 000 € et de 500€ pour le mobilier église ; il est plafonné à 150 000 € sauf cas particuliers identifiés dans l'annexe 1.
- Les taux de financement sont les suivants :
 - 20 % modulé pour les communes de plus de 1 000 habitants,
 - 25% modulé pour les communes entre 500 et 1 000 habitants,
 - 30% modulé pour les communes de moins de 500 habitants.sauf cas particuliers détaillés ci-après
- La subvention est calculée sur le montant hors-taxé des résultats de consultation (en incluant les honoraires d'architecte, les honoraires d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de maîtrise d'œuvre, de mission d'économie de la construction, les honoraires d'OPC, de mission de contrôle technique, de SPS ; les études préalables de structures et de sondages des sols.
- Pour les communes confiant la réalisation des travaux à une structure d'insertion, la subvention est calculée uniquement sur le montant des matériaux, HT ou TTC, selon que la structure d'insertion récupère ou non la TVA.
- Les dossiers sont recevables jusqu'au 30 novembre 2022 dans la limite des crédits disponibles.
- Pour les bâtiments communaux (salles communales à usage d'animation, équipements enfance-jeunesse, équipements vie sociale), un délai de 4 ans après la date de vote de la subvention est demandé pour l'attribution d'une nouvelle aide sur le même bâtiment, sauf pour les églises, les équipements d'assainissement et les bâtiments réalisés en plusieurs tranches. Pour cette dernière catégorie, conformément à la décision de l'Assemblée départementale en date du 19 décembre 2014, la règle du délai de carence est amendée sous réserve du respect des modalités suivantes :
 - o Présentation par la commune (ou l'EPCI) de façon claire et précise, dès le dépôt du 1^{er} dossier, de l'ensemble de son projet avec les différentes tranches de réalisation prévues ;

-
- Présentation à la Commission permanente en année « n », après instruction sur la base du résultat de consultation, du dossier relatif à la 1^{ère} tranche des travaux pour attribution d'une subvention ;
 - En année « n+1 », et/ou en année « n+2 », la commune (ou l'EPCI) est autorisée à déposer d'autres dossiers correspondant à la réalisation des autres tranches exposées dans le dossier initial, à partir des résultats de consultation, et dans la limite du plafond global de 150 000 € toutes tranches confondues (plafond actuel de subvention) ; les dossiers déposés en année « n+1 » ou « n+2 » seront, conformément au règlement actuel, les seuls dossiers éligibles au FST au titre de ces années ;
 - Après réalisation du projet en maximum 3 tranches successives, application du délai de 4 ans à compter de la date de vote de la dernière subvention correspondant à la dernière tranche des travaux, avant de solliciter une nouvelle subvention pour le même bâtiment.

E- Documents à produire

Pour l'instruction de la demande :

- Un courrier de demande de subvention ;
- La délibération de la collectivité ;
- L'acte notarié (VEFA, acquisition, etc.) ;
- En cas de délégation de maîtrise d'ouvrage, la copie de la convention ;
- Un état descriptif de l'opération ;
- Les plans du projet avec les surfaces ;
- Le plan de financement prévisionnel et l'échéancier des travaux ;
- Le(s) devis détaillé(s) après résultats de consultation ;

Pour le paiement de la subvention :

- Le décompte des dépenses effectuées visé par le comptable public ;
- Le procès-verbal de réception des travaux ou à défaut une attestation de fin de travaux signée du Maire ;
- Des pièces justifiant d'obligations en matière de communication telles que photos du panneau de chantier avec logo et participation du Conseil départemental, publication, invitation à la pose de la 1^{ère} pierre indiquant la participation du Conseil départemental au projet.
- Le paiement de la subvention sera effectué par versement de 2 acomptes, calculés au regard des remontées de dépenses et des besoins du maître d'ouvrage (sans seuil/pourcentage de la subvention à atteindre) et d'un solde équivalent à 20% minimum de la subvention.

1- Salles communales à usage d'animation et Equipements Vie Sociale

Nature des opérations

Construction, réhabilitation (y compris avec changement d'affectation ou extension), acquisition-réhabilitation, vente en l'état-futur d'achèvement (VEFA) de bâtiments communaux :

- Salles communales à usage d'animation : salle polyvalente ou multifonction (hors salle de sport), fermée ou ouverte (de type halle ou préau ; hors équipement scolaire ou à vocation économique), salle des fêtes, salle pour les associations, , presbytère à usage du prêtre ;
- Centre sociaux communaux ;
- Permanences sociales pour le compte du Département (aménagement de locaux).

Modalités spécifiques

Plafond de subvention de 150 000 €.

- L'assiette subventionnable est plafonnée :
 - à 1 000 €/m² pour les bâtiments respectant la réglementation thermique en vigueur RT 2012 (50kWh/m²/an) ;
 - à 1 250 €/m² pour les bâtiments s'inscrivant dans un objectif de performance énergétique supérieur ou égal à la RT 2012 +20% (soit une consommation inférieure ou égale à 40kwh/m²/an). Le maître d'ouvrage devra réaliser une étude thermique et justifier de la prise en compte de la performance recherchée dans le résultat de consultation déposé pour l'instruction. Les équipements non concernés par la RT 2012 (cf §C) seront éligibles à l'assiette subventionnable bonifiée si le maître d'ouvrage justifie par une étude thermique des efforts envisagés en faveur de la performance énergétique.
- Pour les réhabilitations complètes et les extensions, sont pris en compte dans l'assiette subventionnable les travaux de couverture, ravalement ou aménagement intérieur. Sont exclus les travaux d'entretien courant « isolés » (peintures, papiers peints, revêtements muraux, réfection des sols, portes, volets, etc.), les travaux de plomberie (robinets, éviers, lavabos, etc.) ainsi que les aménagements de placards, pose de luminaires ou d'appareil de sonorisation. Les travaux de démolition sont pris en compte.
- Les bâtiments modulaires, conformément à la décision de l'Assemblée départementale du 18 décembre 2003 : les bâtiments modulaires sont éligibles, à cette condition que le bâtiment ne devra pas être revendu avant 10 ans, la collectivité bénéficiaire s'engageant alors à rembourser intégralement la subvention perçue.
- L'opportunité des bâtiments de type halle ou préau sera évaluée au moment de l'instruction au regard de la localisation, des fonctionnalités et usages envisagés.
- Pour les tiers lieux, l'opportunité du projet devra être évaluée en amont du dépôt de dossier au regard de l'ancrage local du projet, de sa dimension économique, de sa gouvernance collective et des modalités d'animation du lieu.

2- Restauration et mise en valeur du patrimoine public religieux protégé et non protégé

Rappel

Une enveloppe « Eglises » a été ouverte au sein du FST pour un montant initial de 450 000 € par an. Ces inscriptions budgétaires ont été abondées d'un crédit de 300 000 € pour faire face aux travaux d'urgence sur les monuments non protégés des communes de moins de 5 000 habitants.

Nature des opérations

- Patrimoine immobilier des églises et chapelles non protégées : étude sanitaire préalable à la restauration, travaux de couverture, charpente, maçonnerie, vitraux, peintures murales, aménagements intérieurs. Les travaux d'entretien courants (électricité, paratonnerre, chauffage, travaux sacristie...) ou concernant des éléments immobiliers protégés sont exclus de cette politique.
Patrimoine immobilier des églises protégées déjà prises en compte en 2011 : travaux de couverture, charpente, maçonnerie, vitraux, peintures murales, aménagements intérieurs. Sont également éligibles les honoraires d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de maîtrise d'œuvre, de mission d'économie de la construction, les honoraires d'OPC, de mission de contrôle technique, de SPS ; les études préalables de structures et de sondages des sols.
- Par principe, les travaux d'entretien courants (électricité, paratonnerre, chauffage, travaux sacristie...) sont exclus de cette politique. Ces travaux ne peuvent être pris en compte que s'ils s'inscrivent dans une opération de restauration globale et non dans des opérations d'entretien ou de simple mise aux normes ;
- Patrimoine mobilier protégé et non protégé des églises et chapelles (antiquités et objets d'art tels que retables, autels, autre mobilier, statues, tableaux, orfèvrerie, cloches, bannières et textiles, etc.) : étude préalable, restauration, mise en valeur, sécurisation.
- Orgues non protégées : restauration.

Modalités spécifiques

- Seront examinés prioritairement les dossiers pour lesquels une étude sanitaire ou une tranche antérieure de travaux a déjà été subventionnée par le Département. En cas de force majeure (sinistres, travaux d'urgence et de sécurité...), des dossiers imprévus pourront également être examinés.
- Le plafond de subvention des nouveaux dossiers examinés en 2021 sera de 100 000 €.
- La subvention sera octroyée sous la condition de signature d'une convention précisant les modalités d'ouverture de l'édifice au public
- Le seuil plancher de financement du patrimoine mobilier des églises est de 500 €.

Pièces à fournir (en complément des pièces citées plus haut)

Pour l'instruction de la demande :

- Pour le patrimoine immobilier protégé et mobilier classé : la copie de l'arrêté attributif de subvention délivré par la DRAC, pour le patrimoine protégé.
- Pour le patrimoine mobilier inscrit ou non protégé : l'avis du conservateur des antiquités et objets d'art.

Pour le paiement de la subvention :

- Pour le patrimoine immobilier protégé et mobilier classé : un certificat de conformité des travaux délivré par la DRAC, pour le patrimoine protégé.
- Pour le patrimoine mobilier inscrit ou non protégé, l'avis de conformité des travaux délivré par le conservateur des antiquités et objets d'art.
- La convention précisant les modalités d'ouverture de l'édifice au public (dès la demande du premier versement).

3- Etudes préalables et travaux liés à une étude globale

Nature des opérations

Etudes préalables

- Etudes globales relatives au développement et à l'aménagement d'une commune, d'un secteur ou d'un projet d'une commune.
 - Etudes d'expertise : études ponctuelles d'approfondissement, d'aide à la décision, faisant appel à des experts externes avant la mise en œuvre d'une action ou d'un projet.
- Le Département intervient en subsidiarité des collectivités compétentes.

Travaux

Travaux entrepris dans le cadre de l'étude (étude globale de moins de 10 ans) et qui s'inscrivent dans des principes de développement durable, notamment dans le respect des objectifs environnementaux suivants : préserver et valoriser le patrimoine local bâti et naturel, garantir une intégration paysagère et environnementale des aménagements et des constructions, promouvoir la maîtrise des énergies et la performance énergétique, favoriser la perméabilité des sols, encourager le recours à des matériaux recyclés ou locaux, diminuer les pollutions. Les honoraires de maîtrise d'œuvre peuvent également être retenus dans l'assiette subventionnable au prorata du montant des travaux retenus. Seront exclues de l'assiette subventionnable, les dépenses d'équipements de sécurité routière, de réseaux et autres dépenses financées au titre des Amendes de Police. Les projets constitués uniquement de dépenses de voirie routière (structure, couche de roulement/revêtement bitumé, signalisation horizontale et verticale, assainissement) ne sont pas éligibles. En revanche, sous réserve d'instruction par les services départementaux, certaines de ces dépenses pourront être prises en compte dans le cadre d'un projet global et cohérent,

Modalités spécifiques

Etude

Taux : 50% non modulé du montant HT.

Le plancher de subvention des études préalables est de 1 000 €, le plafond est de 15 000 € pour une étude globale et de 4 000 € pour une étude expertise.

Travaux

Taux : 20%, 25% ou 30% modulé selon la tranche de population DGF.

- Pour les communes au taux de modulation inférieur à 50%, plafond de subvention de 50 000 € par étude,
- Pour les communes au taux de modulation supérieur à 50%, plafond de subvention de 75 000 € par étude.

Les travaux pouvant être financés devront être liés à une étude de moins de 10 ans.

Un délai de 4 ans après date de vote de la subvention travaux est requis pour la mobilisation du plafond, soit jusqu'à 4 tranches de travaux sur 4 ans à raison d'une tranche par an.

Pièces à fournir pour le versement de la subvention (en complément des pièces citées plus haut)

Etude

Le rapport d'étude définitif et complet (format électronique).

4- Equipement Enfance-Jeunesse

Nature des opérations

Construction, réhabilitation, acquisition-réhabilitation, vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) des :

- accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) ;
- bâtiments destinés à l'accueil de jeunes enfants: crèche, halte-garderie, garderie périscolaire, multi-accueil et espace-jeux ;
- Terrain multisports répondant à un usage de sport-loisirs de plein air et en accès libre. Sont éligibles les dépenses liées à la structure et au revêtement du plateau sportif, ses agrès ou équipements sportifs, son marquage au sol. Des aménagements et mobiliers connexes pourront être pris en compte s'ils relèvent d'un projet global visant à favoriser la pratique sportive de loisir en plein air ;
- Maison des jeunes.

Modalités spécifiques

Plafond de subvention de 150 000 €.

- Pour les bâtiments, l'assiette subventionnable est plafonnée :
 - à 1 000 €/m² pour les bâtiments respectant la réglementation thermique en vigueur RT 2012 (50kWh/m²/an) ;
 - à 1 250 € / m² pour les bâtiments s'inscrivant dans un objectif de performance énergétique supérieur ou égal à la RT 2012 +20% (soit une consommation inférieure ou égale à 40 kwh/m²/an). Le maître d'ouvrage devra réaliser une étude thermique et justifier de la prise en compte de la performance recherchée dans le résultat de consultation déposé pour l'instruction. Les équipements non concernés par la RT 2012 (cf §C) seront éligibles à l'assiette subventionnable bonifiée si le maître d'ouvrage justifie par une étude thermique des efforts envisagés en faveur de la performance énergétique.
- Pour les bâtiments, la subvention est accordée sous réserve de l'avis favorable du Pôle Education Citoyenneté s'il est amené à délivrer un agrément pour ce type d'équipement.
- Pour les accueils de loisirs sans hébergement (ALSH): la subvention est accordée sous réserve de l'avis favorable de la Direction Départementale la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP) et de l'avis des services départementaux de la Protection Maternelle et Infantile (si accueil d'enfants de moins de 6 ans).
- Pour les espaces jeux petite-enfance de Relais Intercommunaux Parents Assistants Maternels Enfants (RIPAME) : la subvention est accordée sous réserve de l'avis favorable de la Caisse d'Allocation Familiale (CAF) et de l'avis des services départementaux de la Protection Maternelle et Infantile (si accueil d'enfants de moins de 6 ans).
- Les bâtiments modulaires, conformément à la décision de l'Assemblée départementale du 18 décembre 2003 : les bâtiments modulaires sont éligibles, à cette condition que le bâtiment ne devra pas être revendu avant 10 ans, la collectivité bénéficiaire s'engageant alors à rembourser intégralement la subvention perçue.
- Les travaux ou acquisitions ne doivent pas avoir débuté avant la notification de la subvention. Pour les opérations d'acquisition-réhabilitation, la demande de subvention doit être faite lors de la réhabilitation dans un délai de deux ans après l'acquisition.

5- Bibliothèques et médiathèques

Nature des opérations

Conformément au Schéma Départemental de Lecture Publique, pour les communes éligibles au FST sont éligibles :

- Les travaux de création ou de rénovation concernant des bibliothèques de niveau 1 à 3 ou des points de lecture s'inscrivant tous dans le cadre d'un réseau intercommunal de bibliothèques ;
- Les équipements qui visent à une mutualisation et transversalité avec d'autres services de la commune ;
- L'acquisition d'équipements et mobiliers liés à l'usage (banque accueil, rayonnages) dans le cadre d'un projet de création ou de réaménagement, pour les bibliothèques s'inscrivant dans le cadre d'un réseau intercommunal de bibliothèques. Ces dépenses pourront être prises en compte si elles apparaissent dans les marchés de travaux.

Les dossiers relatifs aux bibliothèques font l'objet d'une appréciation technique obligatoire. Dans ce cas, il est recommandé de prendre contact avec l'agence départementale auprès du service de la médiathèque départementale d'Ille et Vilaine dès la phase « programmation ».

Modalités spécifiques

Plafond de subvention de 150 000 €.

- Pour les bâtiments, l'assiette subventionnable est plafonnée :
 - à 1 000 €/m² pour les bâtiments respectant la réglementation thermique en vigueur RT 2012 (50kWh/m²/an) ;
 - à 1 250 €/m² pour les bâtiments s'inscrivant dans un objectif de performance énergétique supérieur ou égal à la RT 2012 +20% (soit une consommation inférieure ou égale à 40 kWh/m²/an). Le maître d'ouvrage devra réaliser une étude thermique et justifier de la prise en compte de la performance recherchée dans le résultat de consultation déposé pour l'instruction.Les équipements non concernés par la RT 2012 (cf §C) seront éligibles à l'assiette subventionnable bonifiée si le maître d'ouvrage justifie par une étude thermique des efforts envisagés en faveur de la performance énergétique.

Un délai de 4 ans après la date du vote de la subvention est demandé pour l'attribution d'une nouvelle aide sur le même bâtiment.

Les bâtiments modulaires, conformément à la décision de l'Assemblée départementale du 18 décembre 2003 : les bâtiments modulaires sont éligibles, à cette condition que le bâtiment ne devra pas être revendu avant 10 ans, la collectivité bénéficiaire s'engageant alors à rembourser intégralement la subvention perçue.

Les conditions pour être accompagné par le Département dans le cadre d'une construction ou rénovation ainsi que les moyens de fonctionnement requis pour bénéficier des services du Département sont définis dans l'annexe 5 du schéma départemental de lecture publique 2016-2021.

Pièces à fournir pour le dépôt du dossier (en complément des pièces citées plus haut)

- Le tableau récapitulatif des surfaces ;
- Les plans (plan de masse, coupes, élévations, bâtiments projetés, perspectives, situation périmétrale, état initial et état futur) ;

ANNEXE 3

TAUX DE MODULATION

Présentation des critères et de leur pondération

1^{er} critère : « Potentiel financier par habitant »

Borne supérieure +100 / borne inférieure -100

Moyenne de référence : la moyenne des communes de moins de 10 000 habitants.

Le potentiel financier des communes (année 2021) calculé par le Conseil départemental intègre :

- le potentiel fiscal communal des trois taxes TH résidences secondaires, FB, FNB, aux taux moyens départementaux majoré des allocations compensatrices,
- le produit TH sur les logements vacants,
- le produit de l'Effet du coefficient correcteur,
- les produits de la taxe sur les pylônes et du FNGIR,
- les dotations d'Etat et de péréquation (FDTP "communes défavorisées") perçues par les communes.
- Les produits de la fiscalité revenant aux EPCI (TH résidences secondaires, FB, FNB, CFE, CVAE, TASCOS, IFER, FNGIR, fraction de TVA nationale...). Ils sont affectés aux communes membres en prenant en compte leur attribution de compensation et leur dotation de solidarité communautaire (un supplément permettant l'affectation de la totalité de la fiscalité de l'EPCI est réparti au prorata de la population des communes membres).

La population de référence utilisée est la population DGF 2021.

2^{ème} critère : « Revenu par habitant »

Borne supérieure +10 / borne inférieure -10

Moyenne de référence : la moyenne générale sur le département.

Il s'agit de la médiane sur 3 ans des revenus figurant sur les fiches DGF 2019, 2020 et 2021. Au dénominateur, la population de référence est la population municipale en vigueur au 1^{er} janvier 2021 soit la population 2018.

3^{ème} critère : « Evolution du nombre de personnes à charge » entre 1990 et 2020.

Borne supérieure +10 / borne inférieure -10

Il s'agit des personnes à charge prises en compte dans le calcul de la taxe d'habitation et donnant droit à des abattements.

Les évolutions positives font gagner des points de modulation, les évolutions négatives en font perdre.

4^{ème} critère : « Nombre de logements sociaux / nombre de logements TH »

Borne supérieure +10 / borne inférieure -10

Moyenne de référence : la moyenne des communes de moins de 10 000 habitants.

Ces deux données figurent sur les fiches DGF 2021.

Il est proposé de ne prendre en compte négativement le critère qu'à partir d'un seuil de 250 logements TH.

5^{ème} critère : « Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal »

Borne supérieure +10 / borne inférieure -10

Il s'agit du rapport entre le produit des 4 taxes (TH résidences secondaires, FB, FNB, CFE) de l'année 2021 tel qu'il est perçu sur le territoire de la commune et le produit de ces 4 taxes si l'on appliquait les taux moyens départementaux.

Les communes qui ont un coefficient de mobilisation du potentiel fiscal supérieur à la moyenne calculée au niveau départemental gagnent des points de modulation. Celles dont le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal est inférieur à cette moyenne, en perdent.

6^{ème} critère : « Evolution de population »

Borne supérieure +25 / borne inférieure -10

Il s'agit de l'évolution de la population entre le recensement général de 1990 (population sans doubles comptes) et le recensement publié en 2021 correspondant à la population municipale 2018.

Les évolutions négatives font gagner des points de modulation, les évolutions positives en font perdre.

7^{ème} critère : « Evolution d'emplois »

Borne supérieure +10 / borne inférieure -10

Il s'agit de l'évolution du nombre d'emplois entre le recensement général de 1982 et le recensement publié en 2021 (emplois 2018).

Les évolutions négatives font gagner des points de modulation, les évolutions positives en font perdre.

8^{ème} critère : « L'Indice de Développement Humain (IDH)»

Borne supérieure +10 / borne inférieure -10

Le calcul d'un IDH sur les EPCI d'Ille-et-Vilaine avait été fait par le service Evaluation et Prospective sur la base de données 2006 et utilisé comme critère dans les contrats départementaux de territoire 2^{ème} génération. Cet IDH a été actualisé pour le calcul des contrats départementaux de territoire 3^{ème} génération (données 2016, périmètres d'EPCI 2017). C'est ce dernier IDH qui est ici retenu.

Le calcul d'un IDH communal n'étant pas jugé pertinent, il est proposé d'affecter aux communes l'IDH de l'EPCI auquel elles sont rattachées au moment du contrat.

Le taux de modulation final est plafonné à +/- 80.

TAUX DE MODULATION 2022

Numéro	Nom de la commune	Population DGF 2021	Critère potentiel financier	Critère revenu	Critère Personnes à charge	Critère Logt social / nb logt TH	Critère coef mob pot fi	Critère évolution de population	Critère évolution d'emplois	Critère IDH	Taux de modulation 2020	Taux de modulation 2021	Taux de modulation 2022	Taux de modulation 2022 applicable (moyenne sur 3 ans)	écart 2022 / 2021
35001	ACIGNE	7 018	-32	-2	1	4	-2	-2	-2	-8	-32	-37	-43	-37	-6
35002	AMANLIS	1 798	75	0	1	-10	-10	-1	1	6	35	39	62	45	23
35003	ANDOUILLE NEUVILLE	938	91	6	6	-9	-1	-4	1	-1	69	77	80	75	3
35005	ARBRISSEL	324	84	8	-1	0	-8	-1	5	6	80	80	80	80	0
35006	ARGENTRE DU PLESSIS	4 596	-13	1	1	1	-3	-1	0	3	-8	-8	-12	-9	-4
35007	AUBIGNE	488	100	5	3	0	-8	-4	7	-1	80	80	80	80	0
35008	AVAILLES SUR SEICHE	710	60	6	2	0	-5	-2	0	3	61	64	63	63	-1
35009	BAGUER MORVAN	1 781	73	4	0	-2	-4	-1	-1	9	80	80	78	79	-2
35010	BAGUER PICAN	1 748	89	7	2	-5	-5	-3	-1	9	80	80	80	80	0
35012	BAIN DE BRETAGNE	7 619	-19	2	1	-4	1	-1	-2	7	1	1	-14	-4	-15
35013	BAINS SUR OUST	3 707	25	0	0	-6	-2	-1	-2	9	14	11	24	16	13
35014	BAIS	2 480	10	5	1	-1	-6	-1	2	3	17	19	14	17	-5
35015	BALAZE	2 290	26	4	0	0	-6	-1	3	3	32	32	29	31	-3
35016	BAULON	2 282	67	3	3	-8	-1	-3	0	1	57	65	62	61	-3
35019	BAZOUGES LA PEROUSE	1 980	-1	6	-5	-4	-2	7	3	10	15	13	14	14	1
35021	BEAUCE	1 407	30	1	-4	1	-2	-1	-1	7	33	40	30	34	-10
35022	BECHEREL	709	-56	3	-1	3	0	0	-2	-8	-36	-45	-60	-47	-15
35023	BEDEE	4 444	22	1	1	-2	-1	-2	-1	1	26	30	20	25	-10
35024	BETTON	12 273	-30	-3	1	2	0	-3	-2	-8	-38	-40	-42	-40	-2
35025	BILLE	1 085	47	4	0	1	-3	-1	5	7	57	64	60	60	-4
35026	BLERUAIS	113	58	8	4	0	-5	-3	4	8	78	78	74	77	-4
35027	BOISGERVILLY	1 733	38	4	1	-2	-1	-2	-1	8	54	59	45	53	-14
35028	BOISTRUDAN	737	68	5	1	-7	-5	-2	4	6	56	66	71	64	5
35029	BONNEMAIN	1 694	44	6	1	-4	-4	-1	-2	5	40	40	45	42	5
35033	BOURG DES COMPTES	3 399	51	2	3	-6	-3	-3	-1	1	34	38	43	38	5
35032	BOURGBARRE	4 344	-18	0	4	3	2	-4	-3	-8	-22	-20	-25	-22	-5
35035	BOVEL	635	64	7	4	0	-1	-3	0	1	69	75	72	72	-3
35037	BREAL SOUS MONTFORT	6 380	18	1	2	1	-6	-3	-4	3	4	3	13	7	10
35038	BREAL SOUS VITRE	665	-10	4	1	-4	-6	-1	-3	3	-18	-21	-17	-19	4
35039	BRECE	2 134	-19	0	2	5	-2	-3	-6	-8	-16	-15	-31	-21	-16
35040	BRETEIL	3 706	40	1	0	1	-3	-1	-1	1	32	36	40	36	4
35041	BRIE	999	53	4	2	0	-4	-3	-2	6	22	30	56	36	26
35042	BRIELLES	710	49	6	1	-2	-8	-1	6	3	33	39	54	42	15
35044	BROULAN	411	66	10	2	0	1	-1	6	9	80	80	80	80	0
35045	BRUC SUR AFF	923	60	6	-2	-8	0	0	6	9	80	80	72	77	-8
35047	BRUZ	19 322	-47	-2	3	4	1	-5	-4	-8	-34	-40	-58	-44	-18
35049	CANCALE	7 146	-9	-4	-5	-2	-2	0	0	2	-18	-20	-19	-19	1

Numéro	Nom de la commune	Population DGF 2021	Critère potentiel financier	Critère revenu	Critère Personnes à charge	Critère Logt social / nb logt TH	Critère coef mob pot fi	Critère évolution de population	Critère évolution d'emplois	Critère IDH	Taux de modulation	Taux de modulation	Taux de modulation	Taux de modulation 2022 applicable (moyenne sur 3 ans)	écart 2022 / 2021
											2020	2021	2022		
35050	CARDROC	613	67	3	2	0	-3	-2	0	5	80	80	71	77	-9
35051	CESSON SEVIGNE	18 149	-55	-5	-1	6	-5	-1	-6	-8	-65	-75	-76	-72	-1
35052	CHAMPEAUX	523	73	3	0	0	-7	-1	7	3	62	58	78	66	20
35054	CHANTELOUP	1 865	41	2	4	-5	-5	-3	0	7	40	38	41	40	3
35055	CHANTEPIE	10 737	-40	-1	1	6	-1	-3	-2	-8	-32	-37	-48	-39	-11
35066	CHARTRES DE BRETAGNE	8 207	-99	-1	0	6	-4	-2	5	-8	-80	-80	-80	-80	0
35067	CHASNE SUR ILLET	1 597	69	0	2	-5	10	-3	0	3	77	80	76	78	-4
35068	CHATEAUBOURG	7 429	-45	0	2	1	-5	-3	-2	3	-41	-50	-49	-47	1
35069	CHATEAUGIRON	10 442	-14	-2	3	-3	-2	-3	-2	-10	-29	-31	-33	-31	-2
35070	CHATEAUNEUF D'I & V	1 762	30	6	4	1	1	-4	-2	2	44	50	37	44	-13
35072	CHATILLON EN VENDELAIS	1 748	1	4	0	-1	-3	0	4	3	10	8	7	8	-1
35075	CHAUVIGNE	875	46	7	3	-3	-4	-2	4	10	70	71	61	67	-10
35076	CHAVAGNE	4 281	-33	-1	0	4	-2	-2	-2	-8	-28	-30	-43	-34	-13
35077	CHELUN	387	63	8	2	0	-7	-1	0	6	62	59	71	64	12
35078	CHERRUEIX	1 436	64	2	-4	-3	-5	0	1	9	67	70	65	67	-5
35079	CHEVAIGNE	2 357	-20	-1	2	1	2	-3	2	-8	-10	-12	-26	-16	-14
35080	CINTRE	2 409	-23	0	3	2	0	-4	0	-8	-9	-12	-30	-17	-18
35081	CLAYES	936	-4	2	4	4	-1	-5	1	-8	13	8	-7	5	-15
35082	COESMES	1 515	50	7	1	-4	-4	-1	5	6	66	67	61	65	-6
35084	COMBLESSAC	743	77	8	1	-8	-3	-1	3	1	77	80	78	78	-2
35085	COMBOURG	6 227	-15	3	0	1	-3	-1	0	5	1	2	-10	-2	-12
35086	COMBOURTILLE	638	46	7	2	0	-3	-3	-1	7	50	58	57	55	-1
35087	CORNILLE	1 007	14	5	2	-1	-5	-3	-1	3	10	11	13	11	2
35088	CORPS NUDS	3 442	-27	1	2	3	0	-2	-2	-8	-24	-27	-34	-28	-7
35090	CREVIN	2 904	37	3	3	-1	-2	-5	-9	7	25	46	33	35	-13
35092	CUGUEN	886	52	6	0	-1	-5	-1	4	5	75	70	60	68	-10
35093	DINARD	15 989	-39	-6	-7	1	3	0	-1	-4	-33	-39	-53	-42	-14
35094	DINGE	1 724	55	3	1	-4	-3	-1	4	5	56	69	61	62	-8
35095	DOL DE BRETAGNE	6 180	-13	3	0	3	1	-1	-1	9	7	6	3	5	-3
35096	DOMAGNE	2 402	-3	0	2	-2	-3	-2	-1	3	-6	-8	-6	-7	2
35097	DOMALAIN	2 090	22	5	1	-1	-4	-2	1	3	32	31	26	30	-5
35099	DOMLOUP	3 678	-24	-1	4	-1	-4	-5	-3	-10	-37	-40	-44	-40	-4
35101	DOURDAIN	1 213	69	7	5	-1	2	-4	2	3	80	80	80	80	0
35102	DROUGES	535	47	4	1	0	-5	-1	4	3	47	42	52	47	10
35103	EANCE	446	60	9	0	0	-6	-1	6	6	68	64	75	69	11
35104	EPINIAC	1 518	55	4	0	-7	-5	-1	2	9	58	60	57	58	-3
35105	ERBREE	1 775	-46	1	-1	0	-6	-1	0	3	-18	-21	-50	-30	-29
35106	ERCE EN LAMEE	1 582	40	5	2	-9	-1	-1	4	7	59	61	47	56	-14
35107	ERCE PRES LIFFRE	1 911	93	0	3	0	3	-2	0	3	80	80	80	80	0

Numéro	Nom de la commune	Population DGF 2021	Critère potentiel financier	Critère revenu	Critère Personnes à charge	Critère Logt social / nb logt TH	Critère coef mob pot fi	Critère évolution de population	Critère évolution d'emplois	Critère IDH	Taux de modulation	Taux de modulation	Taux de modulation	Taux de modulation 2022 applicable (moyenne sur 3 ans)	écart 2022 / 2021
											2020	2021	2022		
35108	ESSE	1 107	55	3	1	-6	-1	-1	3	6	71	78	60	70	-18
35109	ETRELLES	2 647	-5	2	1	-4	-5	-2	-5	3	-16	-18	-15	-16	3
35110	FEINS	1 037	73	4	2	-6	-2	-2	3	-1	60	68	72	67	4
35112	FLEURIGNE	986	45	1	-4	-2	-3	0	5	7	51	56	50	52	-6
35114	FORGES LA FORET	284	47	9	-6	0	-8	5	7	6	59	55	59	58	4
35115	FOUGERES	21 456	-33	3	-6	10	1	9	1	7	6	1	-8	0	-9
35117	GAEL	1 726	-1	6	0	-4	-2	-1	-1	8	6	9	6	7	-3
35118	GAHARD	1 536	85	3	3	-9	0	-3	3	-1	71	79	80	77	1
35119	GENNES SUR SEICHE	986	45	6	2	1	-3	-1	3	3	48	49	54	50	5
35120	GEVEZE	5 534	-20	1	4	3	0	-5	-1	-8	-15	-16	-26	-19	-10
35121	GOSNE	2 054	30	1	2	-8	4	-2	1	3	44	54	31	43	-23
35123	GOVEN	4 454	56	0	2	-4	-3	-2	-1	1	40	40	48	43	8
35124	GRAND FOUGERAY	2 508	-28	5	1	-4	0	-1	-2	7	-5	-10	-21	-12	-11
35126	GUICHEN	8 976	11	0	1	2	-2	-2	-1	1	4	5	10	6	5
35127	GUIGNEN	4 113	58	4	3	-8	1	-3	0	1	51	58	55	55	-3
35128	GUIPEL	1 775	74	4	1	-4	-5	-1	2	-1	53	55	69	59	14
35176	GUIPRY-MESSAC	7 436	-5	4	1	-6	-1	-2	0	1	-10	-10	-7	-9	3
35130	HEDE-BAZOUGES	2 360	33	0	5	-4	-2	-3	0	5	53	39	34	42	-5
35132	HIREL	1 582	86	2	-1	-6	-5	-1	0	2	66	70	77	71	7
35133	IFFENDIC	4 718	31	3	2	-2	-1	-3	1	1	43	45	33	40	-12
35135	IRODOUER	2 322	42	5	3	-5	-2	-3	2	8	57	54	51	54	-3
35136	JANZE	8 567	8	2	3	-3	-2	-3	-1	6	-3	-4	10	1	14
35137	JAVENE	2 146	-12	1	1	-3	-3	-2	-3	7	-10	-12	-13	-12	-1
35017	LA BAUSSAINE	689	61	5	2	0	-2	-2	3	5	80	80	73	78	-7
35018	LA BAZOUGE DU DESERT	1 120	31	7	-3	-6	-7	0	5	7	29	28	34	30	6
35030	LA BOSSE DE BRETAGNE	700	68	5	4	-8	-3	-3	6	7	76	79	76	77	-3
35031	LA BOUEXIERE	4 629	18	2	2	0	4	-2	0	3	41	47	26	38	-21
35034	LA BOUSSAC	1 323	64	6	1	-4	-2	-1	5	9	73	76	78	76	2
35056	LA CHAPELLE AUX FILTZME	860	74	3	5	0	-7	-6	-3	5	75	80	72	76	-8
35057	LA CHAPELLE BOUEXIC	1 551	52	7	5	-6	-3	-5	-1	1	52	58	51	54	-7
35058	LA CHAPELLE CHAUSSEE	1 313	-10	3	4	-6	-1	-4	4	-8	-9	-10	-18	-12	-8
35064	LA CHAPELLE DE BRAIN	1 160	43	4	1	-3	-4	0	5	9	51	51	55	52	4
35059	LA CHAPELLE DES FOUGERE	4 845	-34	-2	1	5	1	-3	-2	-8	-29	-33	-42	-35	-9
35060	LA CHAPELLE DU LOU DU LA	1 031	74	5	3	-8	-4	-4	5	8	80	80	80	80	0
35061	LA CHAPELLE ERBREE	722	68	7	2	-4	-6	-2	7	3	58	69	75	67	6
35062	LA CHAPELLE JANSON	1 503	32	4	-1	-4	-3	-1	3	7	47	54	38	46	-16
35063	LA CHAPELLE SAINT AUBER	456	64	2	0	0	-5	-1	2	7	60	67	70	66	3
35065	LA CHAPELLE THOUARAU	2 245	-19	0	-5	7	-2	0	-1	-8	-17	-19	-28	-21	-9
35089	LA COUYERE	481	70	3	-3	0	-5	-1	5	7	74	77	76	76	-1

Numéro	Nom de la commune	Population DGF 2021	Critère potentiel financier	Critère revenu	Critère Personnes à charge	Critère Logt social / nb logt TH	Critère coef mob pot fi	Critère évolution de population	Critère évolution d'emplois	Critère IDH	Taux de modulation	Taux de modulation	Taux de modulation	Taux de modulation 2022 applicable (moyenne sur 3 ans)	écart 2022 / 2021
											2020	2021	2022		
35098	LA DOMINELAIS	1 444	4	7	2	-8	-3	-2	4	7	31	24	11	22	-13
35116	LA FRESNAIS	2 676	86	5	1	-5	-3	-1	2	2	80	80	80	80	0
35122	LA GOUESNIERE	2 016	76	3	4	-4	-3	-4	-2	2	64	71	72	69	1
35125	LA GUERCHE DE BRETAGNE	4 405	-42	4	-5	-2	-5	0	-1	3	-36	-46	-48	-43	-2
35177	LA MEZIERE	5 063	3	-3	4	0	0	-5	-5	-1	-4	-12	-8	-8	4
35202	LA NOE BLANCHE	1 042	33	7	-1	-8	-2	-1	3	7	56	62	39	52	-23
35203	LA NOUAYE	361	76	2	2	0	-1	-3	2	1	80	80	79	80	-1
35241	LA RICHARDAIS	2 691	-37	-4	0	-4	-7	-1	-2	-4	-51	-56	-58	-55	-2
35324	LA SELLE EN LUITRE	636	-100	5	1	0	-5	-2	-1	7	-80	-80	-80	-80	0
35325	LA SELLE GUERCHAISE	176	84	5	2	0	-6	-1	6	3	68	69	80	72	11
35358	LA VILLE ES NONAIS	1 344	85	0	3	-7	-3	-3	1	2	71	76	76	74	0
35138	LAIGNELET	1 197	59	0	1	-2	-4	-2	0	7	59	65	59	61	-6
35139	LAILLE	5 240	-37	-2	1	0	0	-3	-4	-8	-37	-44	-51	-44	-7
35140	LALLEU	601	49	8	1	-8	-2	-1	5	7	71	72	59	67	-13
35141	LANDAVRAN	720	90	4	3	0	-5	-4	-1	3	80	80	80	80	0
35142	LANDEAN	1 232	37	4	-3	-7	-4	0	6	7	45	50	40	45	-10
35143	LANDUJAN	951	48	4	1	-7	-1	-2	4	8	76	73	57	69	-16
35144	LANGAN	1 031	-9	3	0	-8	-2	-1	6	-8	-13	-14	-19	-15	-5
35145	LANGON	1 579	32	6	0	-5	-3	0	0	9	42	40	39	40	-1
35146	LANGOUET	607	42	2	0	1	-1	-1	5	-1	55	59	47	54	-12
35148	LANRIGAN	158	72	9	1	0	-5	-2	0	5	79	80	80	80	0
35149	LASSY	1 798	83	0	3	-8	-4	-3	-1	1	58	64	71	64	7
35071	LE CHATELLIER	454	40	4	0	0	-2	0	7	10	76	80	58	71	-22
35091	LE CROUAIS	596	63	4	1	0	1	-2	-1	8	80	80	74	78	-6
35111	LE FERRE	741	27	8	-1	-2	-5	0	7	7	41	54	41	45	-13
35157	LE LOROUX	678	49	8	2	-10	-5	-1	7	7	59	65	56	60	-9
35181	LE MINIHIC SUR RANCE	1 734	80	-5	0	-6	-7	-1	-2	-4	45	50	55	50	5
35217	LE PERTRE	1 470	0	2	-1	0	-4	0	0	3	0	-1	0	0	1
35218	LE PETIT FOUGERAY	916	70	3	4	-8	-3	-5	0	7	59	66	68	64	2
35240	LE RHEU	9 297	-55	-1	2	7	0	-3	-2	-8	-30	-37	-59	-42	-22
35322	LE SEL DE BRETAGNE	1 143	48	7	4	-4	-4	-4	-2	7	49	49	52	50	3
35333	LE THEIL DE BRETAGNE	1 766	63	4	2	-6	-4	-2	0	6	61	60	63	61	3
35336	LE TIERCENT	193	80	2	-3	0	0	3	7	10	80	80	80	80	0
35362	LE TRONCHET	1 347	64	5	1	-6	-5	-2	-1	2	58	57	59	58	2
35351	LE VERGER	1 473	-20	4	1	4	2	-2	-1	-8	-2	-3	-19	-8	-16
35361	LE VIVIER SUR MER	1 152	63	-4	-7	0	0	0	0	9	65	69	60	65	-9
35150	LECOUSSE	3 342	-6	-3	-5	-5	-4	-1	-2	7	-14	-14	-17	-15	-3
35046	LES BRULAIS	578	69	7	1	-10	-3	-2	6	1	80	77	71	76	-6
35134	LES IFFS	294	89	-1	1	0	-7	-1	7	5	80	80	80	80	0

Numéro	Nom de la commune	Population DGF 2021	Critère potentiel financier	Critère revenu	Critère Personnes à charge	Critère Logt social / nb logt TH	Critère coef mob pot fi	Critère évolution de population	Critère évolution d'emplois	Critère IDH	Taux de modulation	Taux de modulation	Taux de modulation	Taux de modulation 2022 applicable (moyenne sur 3 ans)	écart 2022 / 2021
											2020	2021	2022		
35191	LES PORTES DU COGLAIS	2 477	7	7	0	1	1	-1	5	10	63	58	31	51	-27
35131	L'HERMITAGE	4 623	-33	1	1	8	-4	-1	-1	-8	-27	-30	-38	-32	-8
35151	LIEURON	824	62	6	1	-5	-2	-2	4	9	63	65	74	67	9
35152	LIFFRE	7 984	-24	-1	1	2	3	-1	-3	3	-31	-27	-21	-26	6
35153	LILLEMER	391	100	5	1	0	-8	-2	7	2	80	80	80	80	0
35154	LIVRE SUR CHANGEON	1 776	66	5	3	-5	3	-2	5	3	80	80	78	79	-2
35155	LOHEAC	686	-4	2	0	1	-2	-1	-2	1	-4	-5	-3	-4	2
35156	LONGAULNAY	631	74	3	5	0	-4	-4	3	5	80	80	80	80	0
35159	LOURMAIS	341	76	1	1	0	-6	-1	-1	5	76	80	76	77	-4
35160	LOUHEL	289	70	6	1	0	1	0	9	1	80	80	80	80	0
35161	LOUVIGNE DE BAIS	1 953	-7	3	2	-4	-3	-2	-2	3	-9	-9	-11	-10	-2
35162	LOUVIGNE DU DESERT	3 513	-20	5	-10	1	0	25	4	7	17	17	13	16	-4
35163	LUITRE-DOMPIERRE	1 878	15	3	-4	-1	-2	0	3	7	33	29	22	28	-7
35257	MAEN ROCH	5 081	-15	4	1	0	0	-1	0	10	13	8	-1	7	-9
35164	MARCILLE RAOUL	782	1	7	-1	2	-3	0	5	10	22	21	21	21	0
35165	MARCILLE ROBERT	992	76	2	1	-5	-3	-1	2	6	77	80	79	79	-1
35166	MARPIRE	1 062	48	4	1	0	-7	-2	-2	3	44	43	45	44	2
35167	MARTIGNE FERCHAUD	2 721	0	5	-5	-3	-3	13	3	6	12	10	17	13	7
35169	MAXENT	1 549	67	5	2	-7	-6	-2	3	3	58	58	65	60	7
35170	MECE	630	52	7	4	-4	-4	-2	8	3	50	67	64	60	-3
35171	MEDREAC	1 904	7	3	1	-4	-2	-1	4	8	25	22	17	21	-5
35172	MEILLAC	1 996	47	6	1	-1	-4	-1	5	5	65	73	57	65	-16
35173	MELESSE	6 971	0	-3	1	1	0	-2	-3	-1	-9	-8	-6	-8	2
35174	MELLE	690	41	6	-2	-7	-6	9	8	7	48	61	57	55	-4
35175	MERNEL	1 068	44	1	1	-8	-2	-2	-1	1	42	50	34	42	-16
35308	MESNIL-ROCH	4 570	26	4	1	-2	-4	-2	3	5	60	45	32	46	-13
35178	MEZIERES SUR COUESNON	1 847	73	5	5	-7	2	-4	1	3	77	80	77	78	-3
35179	MINIAC MORVAN	4 213	30	3	1	-2	-3	-2	-2	2	25	25	28	26	3
35180	MINIAC SOUS BECHEREL	813	0	5	3	-5	0	-2	6	-8	7	10	-2	5	-12
35183	MONDEVERT	843	67	4	2	0	-6	-3	-1	3	61	67	67	65	0
35186	MONT DOL	1 189	56	-1	-5	-6	-3	4	5	9	59	56	59	58	3
35184	MONTAUBAN DE BRETAGNE	6 268	-11	2	1	0	-3	-2	-1	8	-9	-12	-6	-9	6
35185	MONTAOUTOUR	277	52	7	1	0	-4	0	6	3	50	39	65	51	26
35187	MONTERFIL	1 406	57	4	2	-2	-1	-2	0	3	60	60	61	60	1
35188	MONTFORT SUR MEU	6 917	-3	-1	1	1	0	-2	-1	1	6	6	-4	3	-10
35189	MONTGERMONT	3 533	-35	-3	0	5	-4	-2	-2	-8	-40	-45	-49	-45	-4
35190	MONTHAULT	300	36	10	0	0	-4	14	6	7	68	79	69	72	-10
35192	MONTREUIL DES LANDES	243	-21	7	0	1	-7	-1	4	3	-9	-18	-14	-14	4
35193	MONTREUIL LE GAST	1 989	40	-1	0	-4	-1	-1	-1	-1	36	41	33	37	-8

Numéro	Nom de la commune	Population DGF 2021	Critère potentiel financier	Critère revenu	Critère Personnes à charge	Critère Logt social / nb logt TH	Critère coef mob pot fi	Critère évolution de population	Critère évolution d'emplois	Critère IDH	Taux de modulation 2020	Taux de modulation 2021	Taux de modulation 2022	Taux de modulation 2022 applicable (moyenne sur 3 ans)	écart 2022 / 2021
35194	MONTREUIL SOUS PEROUSE	1 046	-8	-2	-2	-4	-6	-1	0	3	-22	-25	-19	-22	6
35195	MONTREUIL SUR ILLE	2 451	60	5	3	-3	0	-3	1	-1	59	65	63	62	-2
35196	MORDELLES	7 549	-41	-1	0	4	-3	-1	-2	-8	-40	-46	-52	-46	-6
35197	MOUAZE	1 688	100	1	3	-9	0	-4	-1	-1	57	69	80	69	11
35198	MOULINS	750	54	-3	2	-5	-4	-1	4	3	39	42	50	44	8
35199	MOUSSE	353	87	4	6	0	-7	-5	5	3	63	69	80	71	11
35200	MOUTIERS	947	54	5	2	-6	-5	-2	3	3	50	52	55	52	3
35201	MUEL	939	48	7	2	-3	-4	-1	5	8	75	73	63	70	-10
35204	NOUVOITOU	3 254	-25	-1	1	3	-1	-1	-1	-8	-23	-25	-33	-27	-8
35205	NOYAL SOUS BAZOUGES	424	44	2	0	0	-5	0	6	10	56	59	56	57	-3
35207	NOYAL SUR VILAINE	6 276	-43	-2	1	1	-5	-2	-2	-10	-52	-58	-61	-57	-3
35206	NOYAL/CHATILLON	7 057	-50	-2	0	6	2	-2	-3	-8	-23	-29	-57	-36	-28
35208	ORGERES	5 127	-15	0	3	5	-2	-4	-3	-8	-19	-19	-23	-20	-4
35210	PACE	12 216	-34	-4	3	2	-2	-4	-4	-8	-36	-41	-51	-43	-10
35211	PAIMPONT	1 931	71	2	1	-8	-7	-1	0	3	36	41	61	46	20
35212	PANCE	1 240	40	1	1	-5	-5	-2	-1	7	40	32	37	36	5
35214	PARCE	658	39	5	0	1	0	-1	3	7	57	62	55	58	-7
35215	PARIGNE	1 405	41	5	0	-1	-2	-1	1	7	56	61	50	56	-11
35216	PARTHENAY DE BRETAGNE	1 800	10	2	10	1	-2	-10	-1	-8	2	8	2	4	-6
35219	PIPRIAC	3 948	10	6	1	-4	1	-1	-1	9	31	30	19	27	-11
35220	PIRE-CHANCE	3 045	-2	2	3	-6	-4	-2	3	-10	-23	-25	-17	-22	8
35221	PLECHATEL	2 972	23	3	2	-6	-4	-2	0	7	27	31	22	27	-9
35222	PLEINE FOUGERES	2 115	16	6	0	2	0	0	0	9	43	43	33	40	-10
35223	PLELAN LE GRAND	4 179	9	3	2	-4	-4	-2	-1	3	4	1	6	4	5
35224	PLERGUER	2 862	35	5	1	-6	-1	-2	2	2	32	34	35	34	1
35225	PLESDER	846	63	4	3	-2	-2	-2	4	5	75	62	72	70	10
35226	PLEUGUENEUC	2 011	37	5	3	0	-3	-3	-1	5	60	70	44	58	-26
35227	PLEUMELEUC	3 480	43	1	2	-1	-2	-3	-5	1	34	46	37	39	-9
35228	PLEURTUIT	7 429	64	-1	1	0	-2	-2	-1	-4	47	55	55	52	0
35229	POCE LES BOIS	1 361	56	2	3	-5	-6	-3	1	3	44	45	50	46	5
35230	POILLEY	394	33	3	-4	0	-6	13	-1	7	23	33	46	34	13
35231	POLIGNE	1 251	55	0	3	-10	-4	-3	-3	7	53	47	45	48	-2
35363	PONT PEAN	4 558	-13	0	3	4	1	-4	10	-8	-9	-7	-8	-8	-1
35232	PRINCE	407	47	9	1	0	-5	0	8	3	51	25	62	46	37
35233	QUEBRIAC	1 661	55	2	2	0	-1	-3	-1	5	62	74	59	65	-15
35234	QUEDILLAC	1 225	48	2	1	-8	-6	-1	4	8	38	44	48	43	4
35235	RANNEE	1 153	43	3	-4	-7	-5	2	4	3	32	34	39	35	5
35236	REDON	10 153	-60	1	-4	4	0	1	0	9	-24	-32	-49	-35	-17
35237	RENAC	1 105	39	6	1	-3	-2	-1	2	9	44	45	51	47	6

Numéro	Nom de la commune	Population DGF 2021	Critère potentiel financier	Critère revenu	Critère Personnes à charge	Critère Logt social / nb logt TH	Critère coef mob pot fi	Critère évolution de population	Critère évolution d'emplois	Critère IDH	Taux de modulation	Taux de modulation	Taux de modulation	Taux de modulation 2022 applicable (moyenne sur 3 ans)	écart 2022 / 2021
											2020	2021	2022		
35238	RENNES	226 046	-80	2	-2	10	2	0	-1	-8	-31	-41	-77	-50	-36
35239	RETIERS	4 538	4	4	1	-3	-6	-1	0	6	-3	-5	6	-1	11
35242	RIMOU	386	28	8	-1	0	-3	3	7	10	53	57	52	54	-5
35282	RIVES-DU-COUESNON	2 975	31	5	2	-5	-2	-2	4	7	37	33	41	37	8
35243	ROMAGNE	2 499	25	3	1	-2	-2	-2	0	7	31	32	31	31	-1
35244	ROMAZY	267	32	1	-2	0	-1	5	6	10	60	71	52	61	-19
35245	ROMILLE	4 024	-35	1	2	-1	-3	-2	0	-8	-33	-38	-47	-39	-9
35246	ROZ LANDRIEUX	1 419	86	4	1	-9	-3	-2	2	9	80	80	80	80	0
35247	ROZ SUR COUESNON	1 196	47	4	0	-6	-6	0	0	9	49	49	47	48	-2
35248	SAINS	522	31	5	-8	1	0	20	6	9	78	80	64	74	-16
35250	SAINT ARMEL	2 139	-14	1	2	2	3	-2	-1	-8	-14	-12	-17	-14	-5
35251	SAINT AUBIN D'AUBIGNE	3 966	38	3	2	3	-2	-3	0	-1	25	28	39	31	11
35252	SAINT AUBIN DES LANDES	975	11	3	-1	0	-6	-1	0	3	1	4	10	5	6
35253	SAINT AUBIN DU CORMIER	4 093	0	4	4	1	4	-3	-2	3	27	33	10	23	-23
35255	SAINT BENOIT DES ONDES	1 141	71	3	0	-3	-3	-1	0	2	70	74	68	71	-6
35256	SAINT BRIAC SUR MER	3 967	22	-10	-1	-5	-10	-1	0	-4	-30	-27	-8	-22	19
35258	SAINT BRIEUC DES IFFS	348	88	0	1	0	-7	-1	5	5	80	80	80	80	0
35259	SAINT BROLADRE	1 227	55	6	0	-4	0	-1	2	9	74	75	68	72	-7
35261	SAINT CHRISTOPHE DE VAL	240	68	6	7	0	-1	-4	6	7	80	80	80	80	0
35260	SAINT CHRISTOPHE DES BOIS	573	51	6	1	0	-2	-1	5	3	59	64	62	62	-2
35263	SAINT COULOMB	3 413	43	-4	1	-6	-8	-2	1	2	10	7	27	15	20
35264	SAINT DIDIER	2 095	46	1	3	-6	-6	-3	0	3	37	36	37	37	1
35265	SAINT DOMINEUC	2 641	44	3	4	0	-3	-3	-1	5	53	48	48	50	0
35266	SAINT ERBLON	3 275	-24	-1	2	4	-1	-3	0	-8	-21	-22	-31	-25	-9
35268	SAINT GANTON	454	71	8	0	0	-9	0	5	9	80	75	80	78	5
35270	SAINT GEORGES DE GREHAIS	405	44	2	-4	0	-4	6	-2	9	61	62	51	58	-11
35271	SAINT GEORGES DE REINTENNE	1 602	-3	7	-6	-5	-3	17	4	7	15	18	18	17	0
35272	SAINT GERMAIN DU PINEL	972	47	7	2	1	-6	-2	3	3	47	46	55	49	9
35273	SAINT GERMAIN EN COGLES	2 123	-4	3	0	-4	-1	-1	4	10	34	29	8	24	-21
35274	SAINT GERMAIN SUR ILLE	947	80	-1	1	-4	-5	-1	1	-1	53	59	70	61	11
35275	SAINT GILLES	5 212	-38	-1	2	6	-2	-2	-2	-8	-29	-31	-45	-35	-14
35276	SAINT GONDRAN	565	67	1	1	0	-4	-2	0	-1	40	41	63	48	22
35277	SAINT GONLAY	382	75	3	1	0	-6	-1	6	1	80	80	79	80	-1
35278	SAINT GREGOIRE	10 214	-73	-8	1	1	-2	-3	-4	-8	-68	-79	-80	-76	-1
35279	SAINT GUINOUX	1 251	78	4	2	-5	-1	-2	0	2	80	80	77	79	-3
35280	SAINT HILAIRE DES LANDES	1 083	47	5	0	-5	1	-1	5	10	78	77	62	72	-15
35281	SAINT JACQUES DE LA LANDE	13 769	-59	5	3	6	0	-4	-2	-8	-31	-37	-59	-42	-22
35283	SAINT JEAN SUR VILAINE	1 332	55	1	3	-3	-6	-3	1	3	35	39	50	41	11
35284	SAINT JOUAN DES GUERETS	2 799	-30	-2	-5	3	-2	-1	-5	2	-24	-29	-40	-31	-11

Numéro	Nom de la commune	Population DGF 2021	Critère potentiel financier	Critère revenu	Critère Personnes à charge	Critère Logt social / nb logt TH	Critère coef mob pot fi	Critère évolution de population	Critère évolution d'emplois	Critère IDH	Taux de modulation	Taux de modulation	Taux de modulation	Taux de modulation 2022 applicable (moyenne sur 3 ans)	écart 2022 / 2021
											2020	2021	2022		
35285	SAINT JUST	1 163	62	5	0	-8	-1	0	3	9	72	72	70	71	-2
35286	SAINT LEGER DES PRES	297	84	6	2	0	-4	-1	6	5	80	80	80	80	0
35287	SAINT LUNAIRE	4 186	-8	-7	0	-5	-7	0	0	-4	-40	-41	-32	-38	9
35288	SAINT MALO	56 810	-32	-3	-7	7	2	4	-1	2	-20	-24	-28	-24	-4
35289	SAINT MALO DE PHILY	1 139	65	5	3	-9	-4	-2	6	1	61	60	65	62	5
35290	SAINT MALON SUR MEL	623	54	8	1	-2	-3	-1	4	8	77	77	69	74	-8
35292	SAINT MARC LE BLANC	1 771	36	5	0	-5	-2	-1	4	10	62	60	48	57	-12
35291	SAINT MARCAN	508	91	6	-3	-10	-3	0	4	9	80	80	80	80	0
35295	SAINT MAUGAN	563	67	6	1	0	-3	-1	1	8	80	80	80	80	0
35296	SAINT MEDARD SUR ILLE	1 364	64	-1	1	-6	-3	-1	0	-1	41	43	52	45	9
35297	SAINT MEEN LE GRAND	4 836	-10	5	0	-3	0	-1	-1	8	4	3	-2	2	-5
35299	SAINT MELOIR DES ONDES	4 491	19	-1	2	-2	-1	-2	-1	2	22	20	16	19	-4
35300	SAINT M'HERVE	1 405	26	3	0	-2	-3	-1	3	3	32	31	30	31	-1
35302	SAINT ONEN LA CHAPELLE	1 168	57	4	1	-7	-6	-2	0	8	40	42	53	45	11
35304	SAINT OUEN DES ALLEUX	1 364	28	4	3	-3	5	-2	3	7	75	80	43	66	-37
35305	SAINT PERAN	436	80	5	8	0	-5	-5	-2	3	74	76	80	77	4
35306	SAINT PERE MARC EN POULI	2 512	37	-1	1	-6	1	-2	0	2	40	41	31	37	-10
35307	SAINT PERN	1 079	32	8	2	-7	-3	-2	2	8	34	37	40	37	3
35309	SAINT REMY DU PLAIN	856	54	6	1	-1	-5	-1	3	10	62	72	67	67	-5
35310	SAINT SAUVEUR DES LANDES	1 563	21	6	4	-1	-3	-2	-3	7	30	41	30	34	-11
35311	SAINT SEGLIN	632	86	9	1	-6	-3	-1	6	1	80	80	80	80	0
35312	SAINT SENOUX	1 977	78	2	4	-8	-2	-4	1	1	60	67	71	66	4
35314	SAINT SULIAC	1 119	72	-4	-1	-8	-5	-1	0	2	39	43	55	46	12
35316	SAINT SULPICE DES LANDES	850	56	8	0	-7	0	-1	0	7	68	75	63	69	-12
35315	SAINT SULPICE LA FORET	1 424	-30	-4	1	-6	4	-1	-1	-8	-30	-31	-46	-36	-15
35317	SAINT SYMPHORIEN	667	49	4	5	0	-3	-3	-2	-1	47	44	48	46	4
35318	SAINT THUAL	971	85	7	7	-5	-7	-5	3	5	80	65	80	75	15
35319	SAINT THURIAL	2 166	44	2	1	-5	0	-2	-1	3	47	47	42	45	-5
35320	SAINT UNIAC	548	69	5	1	0	-2	-2	3	8	80	80	80	80	0
35249	SAINTE ANNE SUR VILAINE	1 107	6	8	1	-7	-2	-1	6	7	29	28	19	25	-9
35262	SAINTE COLOMBE	359	63	3	1	0	-7	-1	3	6	54	58	67	60	9
35294	SAINTE MARIE	2 376	65	2	0	-7	-4	-1	-2	9	51	51	62	55	11
35321	SAULNIERES	796	54	7	1	-5	-3	-1	3	7	57	63	64	61	1
35326	SENS DE BRETAGNE	2 629	76	5	4	-6	-3	-3	2	-1	66	72	74	71	2
35327	SERVON SUR VILAINE	3 837	-42	-1	1	0	0	-2	-4	-10	-36	-41	-59	-45	-18
35328	SIXT SUR AFF	2 268	-2	5	-3	-5	1	-1	0	9	14	10	5	10	-5
35329	SOUGEAL	635	45	5	-6	-6	-4	13	6	9	73	73	63	70	-10
35330	TAILLIS	1 028	35	6	1	2	-3	-1	2	3	37	35	44	39	9
35331	TALENSAC	2 557	53	1	-2	-4	-1	-1	1	1	55	56	49	53	-7

Numéro	Nom de la commune	Population DGF 2021	Critère potentiel financier	Critère revenu	Critère Personnes à charge	Critère Logt social / nb logt TH	Critère coef mob pot fi	Critère évolution de population	Critère évolution d'emplois	Critère IDH	Taux de modulation 2020	Taux de modulation 2021	Taux de modulation 2022	Taux de modulation 2022 applicable (moyenne sur 3 ans)	écart 2022 / 2021
35332	TEILLAY	1 123	34	7	2	-5	-3	-1	4	7	52	55	45	51	-10
35334	THORIGNE FOUILLARD	8 774	-26	-3	1	4	-1	-2	-5	-8	-29	-33	-42	-35	-9
35335	THOURIE	867	47	8	3	-6	-7	-2	5	6	43	46	55	48	9
35337	TINTENIAC	3 936	-4	3	3	0	0	-3	-3	5	2	3	0	2	-3
35338	TORCE	1 234	-15	2	1	-3	-6	-2	-10	3	-26	-31	-29	-29	2
35339	TRANS	657	65	6	-1	-8	-1	1	7	9	80	80	80	80	0
35340	TREFFENDEL	1 328	48	4	5	-4	1	-4	-1	3	54	54	52	53	-2
35342	TREMEHEUC	370	56	4	0	0	-6	0	3	5	55	71	62	63	-9
35343	TRESBOEUF	1 298	43	7	2	-6	-3	-2	5	7	62	63	53	59	-10
35345	TREVERIEN	949	68	7	5	-5	-1	-3	3	5	80	80	78	79	-2
35346	TRIMER	224	70	8	5	0	-3	-4	5	5	80	80	80	80	0
35168	VAL D'ANAST	4 200	10	5	1	-4	-2	-1	0	1	5	7	9	7	2
35347	VAL D'IZE	2 665	26	3	1	-3	-4	-2	1	3	19	25	26	23	1
35004	VAL-COUESNON	4 467	-11	6	-4	-2	-3	3	0	10	2	1	-2	0	-3
35350	VERGEAL	829	56	6	1	0	-7	-2	3	3	58	58	60	59	2
35352	VERN SUR SEICHE	8 236	-55	-2	0	4	0	-2	-7	-8	-46	-54	-69	-56	-15
35353	VEZIN LE COQUET	6 121	-22	2	1	6	-2	-3	-3	-8	-24	-26	-28	-26	-2
35354	VIEUX VIEL	385	63	8	-6	0	1	3	7	9	80	80	80	80	0
35355	VIEUX VY SUR COUESNON	1 276	79	6	2	-6	-4	-2	1	-1	62	70	76	69	6
35356	VIGNOC	1 993	52	1	4	0	0	-4	-1	-1	44	49	52	48	3
35357	VILLAMEE	328	12	5	-5	0	-7	8	6	7	23	31	26	27	-5
35359	VISSEICHE	859	59	5	1	-3	-5	-1	6	3	59	65	66	63	1
35360	VITRE	18 979	-51	-1	1	4	-4	-1	-1	3	-35	-46	-51	-44	-5